

CONCLUSION / LA GAUCHE EN HÉRITAGE : UNE AMÉRIQUE LATINE PLUS CONSENSUELLE

Olivier Dabène

in Olivier Dabène , *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*

Presses de Sciences Po | Académique

2012

pages 453 à 456

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/la-gauche-en-amerique-latine-1998-2012---page-453.htm>

Pour citer cet article :

Dabène Olivier, « Conclusion / La gauche en héritage : une Amérique Latine plus consensuelle », *in* Olivier Dabène , *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*
Presses de Sciences Po « Académique », 2012 p. 453-456.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Conclusion / LA GAUCHE EN HÉRITAGE : UNE AMÉRIQUE LATINE PLUS CONSENSUELLE

Olivier Dabène

La gauche peut-elle s'attribuer le mérite des progrès indéniables réalisés par l'Amérique latine depuis une décennie ? La question qui a servi de fil conducteur aux différentes études présentées dans cet ouvrage ne peut que recevoir une réponse mitigée. Parvenus au pouvoir à la faveur d'un rejet massif du néolibéralisme et de la classe politique qui l'incarnait, les différents gouvernements de gauche étudiés dans cet ouvrage ont profité d'une conjoncture économique exceptionnellement favorable pour mettre en œuvre des réformes souvent modestes, mais qui ont accompagné la croissance et contribué à en distribuer les bénéfices. Le bilan est flatteur : pour la première fois de son histoire, l'Amérique latine parvient à faire baisser simultanément la pauvreté et les inégalités dans des proportions importantes.

Ce faisant, la gauche s'est montrée chanceuse et opportuniste. Les marges de manœuvre fiscales procurées par le boom des exportations lui ont grandement facilité la tâche. Elle a pu réhabiliter le rôle du politique dans le pilotage de l'économie et la conduite du développement sans menacer les acquis des ajustements structurels, notamment en matière de réduction des déficits publics et d'endettement.

Comme l'ont montré les chapitres de cet ouvrage, d'importantes différences existent entre les expériences de gauche en Amérique latine. Toutes cependant, même les « révolutionnaires », sont à l'origine de changements que nous avons qualifiés d'inflexions incrémentales à forte portée transformatrice. Il convient pour clore cet ouvrage d'évoquer brièvement la principale raison qui donne à penser que cette période de domination politique de la gauche en Amérique latine aura un impact durable.

L'action de la gauche n'a pas été guidée par une nouvelle idéologie post-néolibérale, mais par l'introduction d'une posture pragmatique qui a fait progresser le consensus dans un grand nombre de domaines. Trois d'entre eux méritent une attention particulière.

Dans le domaine économique et social, en premier lieu, le consensus porte sur la nécessité de renforcer les capacités de l'État à accompagner et à stimuler la croissance à des fins redistributives. Des instruments tels que les transferts monétaires conditionnés ont fait leur preuve et sont désormais utilisés dans tous les pays, qu'ils soient ou non gouvernés par la gauche. Le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), présenté en août 2012, illustre cette évolution paradigmatique. Intitulé « Changement structurel pour l'égalité. Une vision intégrée du développement¹ », il insiste sur l'importance des politiques industrielles, macroéconomiques et sociales et appelle à la conclusion de pactes sociaux et fiscaux permettant de prolonger la trajectoire actuelle de croissance robuste, dans le respect de l'égalité sociale et de la durabilité environnementale.

Ce consensus est aussi observable à l'échelle de certains pays. Au Brésil, par exemple, un dialogue social inédit s'est amorcé en 2011 entre le patronat et les syndicats, aboutissant à un « Accord entre travailleurs et chefs d'entreprise sur l'avenir de la production et de l'emploi² ». Insistant sur la nécessité de doter le pays d'un « projet consistant d'accélération du développement accompagné de justice sociale », le document appelle le gouvernement à s'engager vigoureusement en matière de politique industrielle et de résister au risque d'une reprimarisation de l'économie induite par le boom des exportations de matières premières, notamment vers la Chine.

Dans d'autres pays, les campagnes électorales offrent l'occasion d'apprécier les progrès du consensus dans le domaine économique et social. Les candidats de droite sont souvent dépourvus de propositions alternatives et se gardent bien de vilipender les programmes sociaux introduits par la gauche et qui ont permis à cette dernière d'engranger de nombreux succès électoraux. Tout au plus critiquent-ils un usage clientéliste et électoraliste des dépenses sociales, mais sans remettre en question les instruments de politique publique ni leurs objectifs. Même au Venezuela, le candidat d'opposition, Henrique Capriles, s'est montré

1. Disponible sur le site internet de la CEPAL (www.cepal.org).

2. Accord signé le 26 mai 2011 et disponible sur le site de la Fédération des industries de l'État de São Paulo (www.fiesp.com.br).

prudent lors de la campagne présidentielle de 2012 au sujet des missions créées par Hugo Chávez. Au Chili, à l'inverse, le retour de la droite s'est traduit par des mobilisations sociales massives qui n'ont pas manqué de marquer les esprits ailleurs dans le continent. Les mobilisations étudiantes de 2011 ont notamment montré la vigueur de la revendication d'accès égalitaire à l'éducation supérieure. Le cas du Chili laisse entrevoir ce qui pourrait survenir en Amérique latine après la gauche si la droite se montrait imprudente : des mobilisations sociales qui, dans certains pays, pourraient se convertir en crises politiques.

La gauche a, en deuxième lieu, imprimé une marque durable dans le domaine de la politique internationale. L'Amérique latine a indéniablement gagné en autonomie, grâce à divers projets d'affirmation internationale, tels que la projection séductrice et modérée du Brésil de Lula, le pragmatisme économique de la *Concertación* chilienne, et la voie plus radicale du Venezuela et de ses partenaires de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). En 2012, la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) incarne ce consensus qui faisait défaut à l'Amérique latine depuis la fin des années 1960. À l'époque, des gouvernements militaires et démocratiques parlaient d'une seule voix aux États-Unis pour défendre les intérêts de la région³. En août 2012, représentée par une *troïka* politiquement plurielle⁴, la CELAC a dialogué avec l'Inde et la Chine. En 2012 encore, l'Amérique latine a été unanime à soutenir l'Argentine, qui réclamait la dévolution des îles Malouines, et l'Équateur, qui a accordé l'asile politique à Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks réfugié à l'ambassade de ce pays à Londres. Dans les deux cas, la Grande-Bretagne, et derrière elle les États-Unis et l'Europe, étaient au centre des critiques.

Il serait certes quelque peu naïf de croire que le consensus ne souffre aucune faille. Les prises de position provocatrices d'H. Chávez et de Rafael Correa concernant certains dossiers, comme le nucléaire iranien ou le Printemps arabe, ne sont pas du goût de toutes les capitales du continent. Mais pour l'essentiel, la consolidation du

3. Lire Olivier Dabène, « 1969. Latino-américanisme, intégration et dés-intégration en Amérique latine », OPALC Political Outlook 2009 (disponible sur le site internet de l'OPALC : www.opalc.org).

4. Composée du Venezuela, du Chili et de Cuba. La *troïka* associe les pays qui ont exercé, exercent ou exerceront la présidence de la CELAC.

régionalisme, la diplomatie Sud-Sud, et la défense pragmatique des intérêts économiques du continent sont des options unanimement défendues. Même dans le domaine de la défense, l'Amérique latine s'affranchit du cadre contraignant du système interaméricain, dominé par les États-Unis, pour réfléchir collectivement à une nouvelle doctrine sud-américaine de défense.

Enfin, troisième avancée, la gauche a œuvré en faveur du consensus sur le sujet de la défense de la démocratie. Dans ce domaine, une certaine ambiguïté est toutefois perceptible. Les pays gouvernés par la gauche la plus radicale sont ceux qui se montrent les plus enclins à vouloir approfondir la démocratie, dans un sens plus participatif, et à doter les organisations régionales de clauses démocratiques particulièrement sévères, mais dans le même temps ils se rendent coupables d'atteintes parfois graves à l'« authenticité » démocratique, en restreignant les libertés publiques ou en faussant les campagnes électorales. L'Amérique latine dispose donc d'instruments internationaux de défense de la démocratie uniques au monde qu'elle n'est que partiellement en mesure d'appliquer. En 2012, le coup d'État au Paraguay a offert une illustration emblématique de cette posture ambiguë. Le pays a été suspendu du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), mais les sanctions prévues par ces organismes n'ont pas été appliquées. Il n'en reste pas moins que l'Amérique latine affirme désormais collectivement son attachement à la démocratie et organise ses propres missions d'observation électorale, s'affranchissant là aussi de l'Organisation des États américains (OEA).

Dans les trois domaines brièvement évoqués, politique économique et sociale, politique internationale et défense de la démocratie, la gauche a inscrit son action dans la continuité de certains gouvernements qui l'avaient précédée. Une Amérique latine plus consensuelle, tel pourrait être le legs paradoxal de la gauche au pouvoir. Alors qu'elle avait déployé beaucoup d'efforts pour inventer une alternative au néolibéralisme, à l'occasion des Forums de São Paulo ou du Forum social mondial, la gauche a finalement surtout fait preuve de pragmatisme. Elle a en somme réussi sa mondialisation.